

**FAIT DIVERS ET XÉNOPHOBIE
EN MIDI RÉPUBLICAIN À LA FIN
DU XIX^e SIÈCLE :
CONNAÎTRE LES PICS POUR
APPRÉHENDER LA ROUTINE**

Fabien NICOLAS

Les dramatiques événements d'Aigues-Mortes d'août 1893 marquent l'historiographie française en matière d'immigration. Ils peuvent permettre de s'interroger tout à la fois sur la perception de l'autre et sur le traitement de la question des étrangers dans la France républicaine au tournant du XIXe siècle. Cette contribution s'inscrit dans un cadre de recherche plus vaste qui a reçu le soutien de la Fondation de la Mémoire de la Shoah, intitulé « Antisémisme et xénophobie chez les Républicains du Midi méditerranéen (1892-1942) ». Le but de ce projet est d'étudier les sentiments illégitimes chez les Républicains et dans les partis politiques de gouvernement que sont la xénophobie d'une part et l'antisémisme d'autre part dans un territoire circonscrit, le Midi méditerranéen. La journée d'étude consacrée au « racisme au prisme du fait divers », organisée par la Faculté d'histoire de Nice¹ m'a permis de présenter une méthode inhabituelle pour les politistes qui consiste à s'intéresser aux pics pour appréhender les routines. Si le politiste préfère l'analyse des routines pour dresser des lois sociologiques c'est qu'il se méfie des crises, souvent considérées comme des pathologies sociales². L'exemple particulièrement dramatique des « événements d'Aigues-Mortes » comme « fait divers » doit être réintégré dans un processus plus large celui des pratiques des Républicains du Midi envers les étrangers. Dans ce cas précis, il s'agit d'un « fait divers » particulièrement révélateur des tensions sociales que connaît le territoire méditerranéen face à l'immigration italienne³. Le territoire méditerranéen dans sa partie languedocienne constitue politiquement un bastion républicain⁴. Un « bastion » est une circonscription électorale détenue par une famille politique sans qu'elle connaisse de rivaux potentiels⁵. Les « faits divers » peuvent être mobilisés à condition toutefois que ceux-ci puissent être réinscrits dans un processus plus large, et qu'ils ne soient pas forcément « exceptionnels » mais plus « exemplaires ». Au regard de l'histoire de l'immigration dans le Gard depuis le XIXe siècle, les « événements d'Aigues-Mortes » sont bien des événements exemplaires tant par leur inscription dans un processus, celui d'un sentiment xénophobe envers la main-d'œuvre italienne que dans leur intensité dramatique⁶. Je ne traiterai pas l'événement en lui-même mais ce que l'événement peut apporter à une recherche sur les partis politiques républicains du Midi de la France. La question qui se pose est : comment un tel acte a-t-il pu advenir dans un territoire politique classé dans le camp républicain ? Cette violence xénophobe semble illégitime au sentiment républicain. Pour comprendre cet état, il faut procéder dans un premier temps à une analyse sociétale en mêlant les approches historique et politique ainsi qu'en soulignant l'intérêt de cette méthode. Dans un second temps, il s'agira de montrer tout l'avantage d'utiliser le « fait divers » en tant que pic et exception mais surtout révélateur de routine. Car c'est bien la connaissance des routines qui retient l'attention du politiste. L'inscription d'un pic xénophobe dans une routine de traitement de l'étranger interroge tout à la fois les sentiments politiques des Républicains mais également l'action de l'autorité étatique, en l'occurrence la IIIe République. Aigues-Mortes paraît être tout à la fois symptomatique, exemplaire mais aussi exceptionnel du traitement des étrangers à la fin du XIXe siècle.

¹ Ce texte est issu d'une communication présentée lors de la journée d'étude du 20 mai 2005, « le Racisme au prisme du fait divers, sources et méthodes » organisée par Yvan Gastau et le Groupe de recherche " Histoire et migrations " du Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine.

² Bertrand Badie et Richard Dubreuil, « Analyse systémique d'une crise : le Front populaire », *Revue française de Science Politique*, volume XXIV, n°1, janvier-février 1974, pp. 80-112.

³ Michel Dreyfus et Pierre Milza, *Un Siècle d'immigration italienne en France. Bibliographie*. Paris, Editions du Centre d'Etudes et de Documentation de l'Emigration Italienne (C.E.D.E.I.), 1987, 101 p.

⁴ Léo A. Loubère, *Radicalism in mediterranean France : its rise and decline, 1848-1914*. New-York, State University of New-York Press, 1974, XVII-258 p.

⁵ Renaud Dulong, *Les Régions, l'Etat et la société locale*. Paris, Puf (Politiques), 1978, 245 p.

⁶ Jean-Michel Gaillard, « Les Manifestations de xénophobie anti-italienne dans le Gard à la fin du XIXe siècle », Communication de 1978 à une table ronde organisée à Montpellier par le CNRS consacrée à *l'Immigration en France de la fin du XVIIIe siècle à nos jours*, 15 p.

• Le politiste et l'analyse sociétale face au « fait divers » historique.

Si les politistes s'intéressent avant tout aux systèmes politiques qui leur sont contemporains c'est que ceux-ci leur permettent de mener des analyses sociétales pour lesquelles ils disposent de nombreuses ressources patrimoniales. Dans le cas de cette enquête, les sources mobilisées sont avant tout les archives de l'événement et la presse politique. Ces deux types de ressources sont étroitement liées à l'étude d'un « fait divers ». Celui-ci doit être appréhendé dans son contexte tant historique que sociétal. Cette double approche souligne tout l'intérêt d'une analyse systémique du cas Aigues-Mortes. Car pour appréhender les routines, le politiste tout comme l'historien a besoin de ressources. Or, par définition, les crises produisent plus de ressources patrimoniales que les routines. L'hypothèse faite est de considérer les crises non pas comme des phénomènes exogènes au système, mais bien comme des phénomènes endogènes. Ainsi l'approche interdisciplinaire par le « fait divers » permet une réelle analyse sociétale et politique de l'expression xénophobe en France sans pour autant la lier exclusivement aux forces conservatrices⁷.

Le « fait divers » au regard de la Science Politique et de l'Histoire

Le « fait divers » est avant tout un moment relaté par la presse. Dans le cas des événements aux caractères xénophobes, la presse du début du siècle est très prolixe. Il convient toutefois de se demander comment cette information est traitée par les historiens et les politistes ? Les deux disciplines n'utilisent pas toujours les mêmes méthodes car elles ne poursuivent pas les mêmes buts et n'étudient pas dans la plupart des cas la même période. Si les liens entre Science Politique et Histoire sont longtemps apparus comme des « liaisons dangereuses »⁸, depuis quelques années les deux disciplines s'ouvrent aux investigations interdisciplinaires⁹. La socio-histoire plaide pour « une histoire sociale du politique capable d'établir les logiques sociales à l'œuvre dans la vie politique mais aussi une histoire politique du social apte à identifier l'empreinte du politique sur le social »¹⁰. Cette approche fait la part belle aux individus, « atomes élémentaires » selon Max Weber¹¹. Toutefois, cette méthode peut également être appliquée aux structures ou aux événements politiques. L'approche par le « fait divers » permet de conduire des études analytiques sur des phénomènes comme la xénophobie. En suivant les travaux de Richard Dubreuil et Bertrand Badie, les politistes sont encouragés à conduire des analyses systémiques c'est-à-dire à ne pas s'intéresser seulement aux routines mais bien aux tensions. Ce qui de fait permet de conduire de concert une approche entre historiens et politistes. Le système peut être ébranlé par plusieurs types de pressions : des exigences non satisfaites ou nouvelles, l'inadaptation du mécanisme de transmission des exigences ou l'érosion des soutiens¹². Dans le cas des événements d'Aigues-Mortes, replacés dans le contexte de la crise xénophobe que connaît le Gard¹³, ce sont bien des exigences non satisfaites, liées au traitement de la main d'œuvre étrangère, qui sont le vecteur de crise. Les « éclusiers », représentés soit par les syndicats ouvriers ou soit par des formes politiques qui commencent à s'organiser comme les partis politiques¹⁴ n'obtiennent aucun résultat face à l'afflux de cette concurrence. Il y a même une rupture nette au regard

⁷ Ariane Chebel d'Appollonia, *L'Extrême-Droite en France de Maurras à Le Pen*. Bruxelles, Editions complexe, 1996 (1^{er} éd. 1988), 520 p.

⁸ *Politix*, n°6 (Les liaisons dangereuses : Histoire, Sociologie, Science Politique), 1989.

⁹ Yves Deloye, « Une Sociologie du politique sensible à l'histoire », *Enseigner la Science politique*, ss. dir. Pierre Favre et Jean-Baptiste Legrave. Paris, L'Harmattan (Logiques Politiques), 1998, 433 p., pp. 279-285.

¹⁰ Yves Deloye, *Sociologie historique du politique*. Paris, la Découverte (Repères, 209), 1997, 124 p., p. 27.

¹¹ Sur cette méthode, le très récent : Gérard Noiriel, *Les Fils maudits de la République. L'avenir des intellectuels en France*. Paris, Fayard, 2005, 334 p.

¹² Bertrand Badie et Richard Dubreuil, « Analyse systémique d'une crise, *op. cit.*

¹³ Jean-Michel Gaillard, « Les Manifestations de xénophobie anti-italienne, *op. cit.*

¹⁴ Raymond Huard, *La Naissance du parti politique*. Paris, P.F.N.S.P., 1996, 383 p.

d'une part de la montée des nationalismes et d'autre part du traitement par les partis ouvriers de cette question. Ceux-ci et notamment le principal d'entre eux, le POF (Parti ouvrier de France, puis en 1893 Parti ouvrier français) de Jules Guesdes¹⁵ s'intéressent à cette question des « deux camps » lors de leurs Congrès : « Si l'influence que l'immigration exerce sur la situation des travailleurs français est en général déplorable, elle se fait particulièrement sentir, durement, dans les centres où la présence des travailleurs étrangers est plus forte et agit en tant que masse compacte sur un secteur précis d'activité. Autrement dit à cause du fort afflux de travailleurs immigrés, les salaires sont abaissés parce que suite à l'immigration, deux camps se forment. La diversité des communes et des besoins de ces camps, le fait qu'un grand nombre de ces nouveaux venus soient habitués à percevoir chez un salaire plus bas que celui qui est offert par l'employeur français et enfin la haine chauvine qui règne entre les deux camps, tout ceci donne au patron les moyens d'exploiter un camp au détriment de l'autre et d'abaisser le salaire à un minimum »¹⁶.

Toutefois comme le note Laurent Dornel, cette question n'est pas centrale dans ces organisations émergentes, « les congrès socialistes nationaux et internationaux n'accordent qu'une place limitée à la question de la main-d'œuvre étrangère ; la posture dominante consiste à affirmer l'internationalisme tout en se montrant sensible aux plaintes des ouvriers français »¹⁷. Le rôle d'« éclusier » n'est joué que partiellement par le POF qui est pourtant bien implanté en Languedoc méditerranéen. En 1894, quelque temps après les tragiques événements, une section locale du POF est créée à Aigues-Mortes¹⁸. Celle-ci renforce alors une implantation déjà forte de ce parti dans l'Hérault et indique la structuration en maillage de l'organisation ouvrière¹⁹. L'impact du « fait divers » d'Aigues-Mortes dépasse la simple émeute locale pour devenir une véritable crise internationale²⁰. Ce cas sanglant est symptomatique d'un système politique montrant ses faiblesses. A partir de l'étude analytique d'un cas concret, les limites d'un système politique tant local que national sont perceptibles.

L'approche systémique est heuristique.

Pour appréhender un « fait divers » et même une crise, comme celle d'Aigues-Mortes, il est important de se reporter à la presse. L'étude des journaux nationaux est intéressante mais elle ne permet pas de rendre compte de la réception locale de l'événement. En Languedoc méditerranéen, deux journaux se disputent la plupart des lecteurs, l'un est conservateur de tendance monarchiste, *l'Eclair* et l'autre est républicain, de tendance radicale-socialiste, *le Petit Méridional*²¹. Cette presse « régionale » relate bien évidemment les événements d'Aigues-Mortes, c'est d'ailleurs son rôle de rendre compte des « faits divers » et notamment de ceux qui sont exceptionnels.

« Il est absolument certain que le mercredi 16 août, ce sont les ouvriers italiens qui à Aigues-Mortes ont été les agresseurs et qui ont tué plusieurs ouvriers français. Il est non moins certain que, le lendemain 17 août 1893, les ouvriers français ont attaqué les ouvriers italiens pour venger leurs camarades tués la veille. Voilà deux points importants établis par

¹⁵ Claude Willard, *Le Mouvement socialiste en France (1893-1905). Les guesdistes*. Paris, Editions sociales, 1965, 770 p.

¹⁶ Jules Guesdes, (attribué à) « L'Immigration des travailleurs étrangers en France et la concurrence des salaires qui en découle », *Die Neue Zeit*, 1883 cité par Enzo Barnaba, *Le Sang des marais. Aigues-Mortes 17 août 1893 une tragédie de l'immigration italienne*. Marseille, Editions Via Valeriano, 1993, 128 p., p. 49.

¹⁷ Laurent Dornel, *La France hostile : socio-histoire de la xénophobie, 1870-1914*. Paris, Hachette littératures, 2004, 361 p., p. 122.

¹⁸ *Le Socialiste*, 10 novembre 1894.

¹⁹ Cyril Gispert, « Le Modèle organisationnel guesdiste. Les socialistes dans l'Hérault avant 1905 », *Jean Jaurès, les chemins de l'unité socialiste et le Languedoc viticole*, Journée d'études, organisée par le Comité Jean Jaurès de Béziers, 30 avril 2005.

²⁰ José Cubero, *Nationalistes et étrangers : le massacre d'Aigues-Mortes*. Paris, Imago, 1995, 252 p., pp. 54-61.

²¹ Roland Andréani et Françoise Poggioli, *Bibliographie de la presse française politique et d'information générale, l'Hérault*. Paris, Imprimerie nationale-C.N.R.S., 1970, 94 p.

l'enquête officielle. (...) Ne faut-il pas tenir compte de l'état d'esprit de nos compatriotes qui depuis longtemps sont les victimes de la concurrence étrangère et qui crèvent littéralement de faim lorsque après avoir payé leur dette à la patrie il se trouvent en présence de Belges dans le Nord, d'Italiens dans le Midi qui travaillent sans avoir les lourdes charges de nos ouvriers ? (...) La France républicaine n'est pas disposée à tolérer plus longtemps de pareilles avanies et le suffrage universel qui vient de donner au gouvernement de la République une imposante majorité ne comprendrait pas l'indifférence ou l'abdication du gouvernement dans les circonstances que nous traversons »²².

L'analyse proposée par le journal radical-socialiste met en relief plusieurs niveaux de lecture non pas d'un « fait divers » mais d'une crise grave liée à l'immigration, à la présence d'une population ouvrière étrangère. C'est d'abord la violence de la classe ouvrière qui est mise en relief par le quotidien radical-socialiste, reprenant de fait la thématique de « classes laborieuses, classes dangereuses »²³. Cette « classe dangereuse » n'est pas unie puisqu'elle reproduit des tensions nationales²⁴, Français/Italiens dans le Midi, Français/ Belges dans le Nord. Il faut protéger les ouvriers nationaux qui ont des devoirs que n'ont pas les ouvriers immigrés. C'est donc à la France républicaine²⁵, renforcée lors des élections législatives de 1889 en dépit de la poussée boulangiste²⁶, de prendre en compte le sort de ses ouvriers. Il se développe dans tous les milieux politiques un sentiment de réserve par rapport à l'étranger²⁷. Selon la lecture de l'éditorial du journal républicain, il s'agit bien d'une crise systémique. Au-delà d'un renouveau du nationalisme²⁸, il y a bien dans les milieux républicains de cette période une montée du sentiment national²⁹ et un refus de l'antimilitarisme³⁰. Cette période est bien celle d'une crise politique, d'une crise du système politique. Pour autant, la crise n'est pas forcément synonyme de dégradation du système. Elle peut être un agent d'intégration grâce aux perturbations qu'elle porte. Cette dimension analytique s'inspire des travaux des anthropologues britanniques sur les systèmes politiques africains. La crise est comprise comme partie intégrante du système et elle produit donc des effets appartenant au système. C'est l'apport de l'anthropologie politique britannique³¹. Max Hermann Gluckman démontre que les rebellions et révoltes menacent les hommes en place, mais non l'institution qu'en réalité elles renforcent. Il insiste ainsi sur le fait que les hommes et les groupes sont toujours placés en situation d'allégeances multiples par des règles qui sont elles-mêmes contradictoires et ambiguës, et sur l'idée d'une résolution des conflits par des rituels, rattachant chacun à des valeurs communes³². Le traitement du cas d'Aigues-Mortes comme « fait divers » est en cela intéressant car il n'est en rien exceptionnel. Il ne faut pas exagérer la

²² Editorial du *Petit Méridional*, 23 août 1893.

²³ Louis Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXe siècle*. Paris, Perrin, 2002 (1^{er} éd. 1983), 566 p.

²⁴ Michel Winock, « Socialisme et patriotisme en France (1891-1894) », *Le Socialisme en France et en Europe, XIXe-XXe siècle*. Paris, Seuil (Points-Histoire, 162), 1992 (1^{er} éd. 1973 in *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*), 431 p., p. 319-374.

²⁵ Jean-Marie Mayeur, *La Vie politique sous la Troisième République (1870-1940)*. Paris, Seuil (Points-Histoire, 73), 1984, 449 p.

²⁶ Jean-Marie Mayeur, *Les Débuts de la IIIe République (1871-1898)*. Paris, Seuil (Points-Histoire, 110), 1973, 256 p., p. 178.

²⁷ Laurent Dornel, *La France hostile : socio-histoire de la xénophobie*, op. cit., pp. 154- 162.

²⁸ Eugen Weber, « Le Renouveau du nationalisme en France, 1905-1914 », *Bulletin de la Société d'Histoire moderne et contemporaine*, 1958, pp. 114-128.

²⁹ Roland Andréani, « Problèmes militaires et sentiment national en Biterrois d'après l'Union Républicaine », *Béziers et le Biterrois*, Fédération Historique du Languedoc méditerranéen et du Roussillon, XLIIIe Congrès (Béziers, 30-31 mai 1970). Montpellier, ed. F.H.L.M.R., 1971, 432 p., pp. 427-432.

³⁰ Roland Andréani, « L'Antimilitarisme en Languedoc méditerranéen avant la Première Guerre Mondiale », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1973, t. 20, janvier-mars, pp. 104-123.

³¹ Adam Kuper, *L'Anthropologie britannique au XXe siècle*. Paris, Karthala, 2000, 275 p.

³² Max Hermann Gluckman, *Order and rebellion in tribal Africa. Collected essays with an autobiographical introduction* (1963),

portée de l'approche anthropologique tout en considérant ce rituel de violence pour « régler » les conflits avec les travailleurs immigrés. Celui-ci est déjà attesté lors des « vêpres marseillaises » en 1881³³. Est-il seulement l'expression d'une crise due à une rupture événementielle (locale, nationale ou internationale) ou s'inscrit-il dans la routine d'un Midi méditerranéen républicain mais xénophobe ?

• Le politiste et l'utilisation du « fait divers ».

Si le « fait divers » est compris comme une crise, il est donc selon les analyses de Michel Dobry, « un état particulier d'un système politique »³⁴. Mais la crise ne peut-elle pas être également comprise comme révélatrice de routine ? Dans ce cas, le « fait divers » ne doit pas être lu seulement comme un « état particulier » mais bien comme l'expression d'un sentiment. L'approche par le « fait divers » ou la crise permet donc au politiste, familier des routines, de disposer de ressources patrimoniales qui manquent généralement aux études qu'il conduit sur certaines périodes historiques. Cette méthode d'approche axée sur le « fait divers » et les sources qu'il suscite, permet dans une perspective interdisciplinaire de questionner les comportements politiques routiniers d'un territoire. Ainsi un pic xénophobe sert au politiste pour interroger les pratiques et perceptions de l'autre dans un territoire pourtant classé comme politiquement républicain (le Gard au tournant du XIXe et XXe siècle). Sa dénonciation dans les mobilisations politiques républicaines est alors un élément de compréhension de son illégitimité comme réciproquement un silence peut être considéré comme une légitimation du fait. Si le « fait divers » apparaît être une crise, sans pour autant être exogène, il permet surtout d'appréhender le territoire où elle se produit en interrogeant les comportements routiniers au prisme des éléments particuliers et de leurs répercussions.

Le « fait divers » : pic ou exception ?

La lecture des événements d'Aigues-Mortes, rendue possible grâce aux nombreuses études analytiques produites, met en présence de nombreuses exceptions dans la routine du comportement envers les immigrés. La première exception est sans aucun doute l'intensité dramatique des événements. Il s'agit d'un pic de violence relativement rare : plusieurs morts, les Salines puis la ville d'Aigues-Mortes connaissent un moment d'anarchie totale avec des chasses à l'homme. Cette rupture de la loi républicaine, ainsi que la difficile réaction des forces publiques soulignent un aspect peu étudié du régime politique de la IIIe République que sont les moments de chaos. Ce « fait divers » est en réalité une rupture de l'autorité républicaine. Car à Aigues-Mortes, ce n'est pas la coercition rationnelle-légale chère à Max Weber qui s'exprime mais bien la preuve que l'autorité de l'Etat peut être remise en cause face à une cohésion de la population. Les événements mineurs qui surviennent aux salins de Giraud en septembre 1896 entre ouvriers français et italiens sont l'occasion de se rendre compte de l'affirmation de l'autorité de l'Etat³⁵. Dans le Midi, quelques années plus tard, lors des événements de 1907, crise cognitive plus que « fait divers », on assistera non plus à l'expression de sentiment xénophobe mais bien à une rupture entre l'Etat et ses citoyens et même ses élus. Les phénomènes de démission des municipalités ou des conseillers d'arrondissements et des conseillers généraux attestent bien de cette rupture légale face à l'autorité étatique. C'est bien la violence rituelle qui prend peu à peu le pas sur la violence physique. Aigues-Mortes est une exception car c'est un moment qui laisse de riches ressources patrimoniales. Peu de « fait divers », ne touchant pas des personnalités, sont relatés

³³ Georges Liens, « Les Vêpres marseillaises (juin 1881) ou la crise franco-italienne au lendemain du Traité de Bardo », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1967.

³⁴ Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Paris, P.F.N.S.P. (Références, 29), 1986 (2 éd. 1992), 319 p.

³⁵ José Cubero, *Nationalistes et étrangers : le massacre d'Aigues-Mortes*, *op. cit.*, p. 210.

dans autant de journaux tant nationaux que locaux, laissent autant de rapports administratifs et sont l'objet d'un procès aussi suivi. L'historien d'une part mais surtout le politiste se trouvent face à une sur-documentation pour un événement qui a duré deux jours. Au-delà des aspects purement liés à l'événement (intensité de la violence, riches ressources patrimoniales), le « fait divers » peut faire figure d'exception par rapport au territoire politique dans lequel il se produit. En 1892, la population d'Aigues-Mortes élit un conseil municipal républicain à la place d'un conservateur³⁶. En effet, son député est Gaston Domergue, futur Président de la République³⁷. Il est élu en 1893 à l'occasion d'une élection partielle suite au décès du titulaire le républicain modéré Emile Jamais, ancien sous-secrétaire d'Etat à la Marine et aux Colonies³⁸. Ce dernier avait été réélu en 1892 en dépit du scandale de Panama et de ses conséquences sur la vie politique³⁹, attestant bien d'un électorat peu influencé par les campagnes de la presse nationale. Dans son rapport, le commissaire de police de Saint-Gilles note même un désintéret pour cette propagande à caractère xénophobe (et antisémite): « le procès de Panama a fort peu de retentissement dans la localité, il y a très peu d'individus porteurs de ces valeurs »⁴⁰. Toutefois à l'occasion de cette campagne électorale partielle de 1893, une brochure intitulée Protestants, Juifs et Francs-maçons signée par « un groupe de Républicains » dénonce les candidats protestants et encourage les candidats catholiques⁴¹. A la différence d'autres régions de France, connaissant une poussée nationaliste, la ligne principale de clivage politique dans le Gard semble être l'appartenance religieuse entre Protestants et Catholiques. L'expression d'un sentiment xénophobe anti-italien peut-il être perçu comme une ligne de clivage émergente entre Républicains ? Au regard des articles publiés tant dans les journaux républicains que socialistes, cette hypothèse est difficilement perceptible. En effet, la plupart des articles sont hostiles aux Italiens. Dans le camp des socialistes du Parti Ouvrier de France de Jules Guesdes, cette attitude ne surprend pas. Les différents congrès tenus par ce parti dénoncent la mise en concurrence des travailleurs d'une nation à l'autre. Toutefois une autre hypothèse peut être envisagée face à l'intensité dramatique de ce fait divers, à cette poussée xénophobe, ne peut-il pas y avoir un réaligement de la part des Républicains, élus et organisations politiques. C'est cette problématique sur les fractions/factions⁴² républicaines qui est au cœur du programme de recherche « Antisémitisme et la xénophobie chez les Républicains du Midi méditerranéen (1892-1942) »⁴³. En l'absence de partis politiques formellement organisés jusqu'en 1901⁴⁴, les journaux républicains font office de porte-parole du « Parti républicain ». Celui-ci doit être compris comme « non pas un parti au sens moderne du mot, mais l'ensemble, non structuré, des républicains »⁴⁵. En Languedoc méditerranéen, le *Petit Méridional* remplit pleinement ce rôle de représentant du Parti républicain⁴⁶ après sa phase préhistorique⁴⁷ et

³⁶ Yolande Fouchard-Gounelle, *Religion et politique en France : le Gard (1881-1914). Clivages idéologiques et conflits sociaux*. Montpellier, Thèse d'Histoire Université Paul Valéry (ss. dir. J. Sagnes), 1997, 537 p., p. 175.

³⁷ Jean Rives, *Gaston Doumergue. Du modèle républicain au Sauveur Suprême*. Toulouse, Presses de l'Institut d'études politiques (Centre d'études et de recherches sur la mythographie politique), 1992, 461 p.

³⁸ Jean Jolly, « Emile Jamais », *Dictionnaire des Parlementaires français : notices biographiques sur les ministres, députés et sénateurs français de 1889 à 1940*. Paris, Puf, 1960-1977, 8 volumes, 3236 p.

³⁹ Jean Mollier, *Le Scandale de Panama*. Paris, Fayard (Les nouvelles études historiques), 1991, 564 p.

⁴⁰ Archives départementales du Gard, 4 M 107, 2 janvier 1893.

⁴¹ Yolande Fouchard-Gounelle, *Religion et politique en France : le Gard, op. cit.*, p. 190.

⁴² Giovanni Sartori, *Parties and Party systems a framework for analysis*. University of Essex, Ed. ECPR (classics), 2005 (1^{er} éd. 1976), XXIV-342 p., pp. 92-93.

⁴³ Programme ayant reçu un soutien financier de la Fondation de la Mémoire de la Shoah.

⁴⁴ Raymond Huard, *La Naissance du parti politique en France*. Paris, Presses Nationale de la Fondation de Science Politique, 1996, 383 p.

⁴⁵ Paul Baquiast, *La Troisième République, 1870-1940*. Paris, L'Harmattan, 2002, 208 p., p. 161.

⁴⁶ Roland Andréani, *La Presse quotidienne de Montpellier, des origines à 1944*. Toulouse, Thèse de Doctorat-ès-lettres d'Etat, 1989, 1278 p.

⁴⁷ Raymond Huard, *La Préhistoire des partis. Le Mouvement républicain en Bas-Languedoc, 1848-1881*. Paris, P.N.F.S.P., 1982, 520 p.

proto-partisane⁴⁸. Le sentiment xénophobe est donc porté par les structures partisans républicaines en Midi méditerranéen à l'occasion des événements d'Aigues-Mortes. Est-ce pour celles-ci une attitude habituelle ou bien une attitude exceptionnelle due à l'intensité des événements ?

Le « fait divers », un révélateur de routine ?

Au regard des faits exceptionnels mis en lumière par les événements d'Aigues-Mortes d'autres paraissent beaucoup plus routiniers. La dénonciation de la main-d'œuvre étrangère ne disparaît pas en Languedoc méditerranéen après 1893. La presse républicaine et/ou socialiste dénonce cette main d'œuvre étrangère « accusée de peser sur les salaires et d'entretenir le chômage et de permettre aux patrons de trouver là une arme efficace pour briser les grèves ». Il s'agit bien là d'une routine, dénonçant l'emploi des travailleurs étrangers, présente en 1903 à Bédarieux et en 1912 à Baillargues⁴⁹. Les événements d'Aigues-Mortes n'ont pas permis une approche fondamentalement différente du phénomène. Toutefois certains titres font exception à cette ligne et refusent de diviser les prolétaires entre eux, c'est le cas du *Docker* de Sète⁵⁰. D'autres sont moins scrupuleux et n'hésitent pas à dénoncer les effets de l'arrivée de la main-d'œuvre étrangère⁵¹ : « Tandis que nous enverrons nos ouvriers et nos agriculteurs au Maroc, en Tunisie ou ailleurs pour servir trop souvent les intérêts de trafiquants cosmopolite les étrangers de race prolifique afflueront à nos frontières et, remplaçant nos compatriotes partis en quête de mieux-être, altéreront peu à peu notre caractère traditionnel. Déjà tout le nord de la France est envahi par des milliers de Belges et d'Allemands, notre Sud-Est, le Midi méditerranéen surtout, fourmille d'Italiens et Paris tend de plus en plus à se peupler d'éléments hétéroclites venus de toutes les parties du monde ».

Ces « dénonciations » s'intègrent parfaitement avec le renouveau du nationalisme français et l'émergence des questions de race. Georges Vacher de Lapouge a d'ailleurs professé un cours libre de Science Politique à l'Université de Montpellier⁵² sur l'anthroposociologie dans les années 1890⁵³. Cette « haine » n'est donc pas uniquement le fait des extrêmes⁵⁴ puisque le *Petit Méridional*, journal radical-socialiste « refuse de voir le pays devenir un ramassis de toutes les races »⁵⁵. La publication de tels propos dans un journal républicain laisse à penser que la majorité de ses lecteurs éprouve à l'égard des étrangers une méfiance et une hostilité certaine. L'affaire Ferrer et les mobilisations qu'elle suscite⁵⁶ en Languedoc méditerranéen⁵⁷ sont un bon exemple de la perception des immigrés espagnols. A Béziers, où la mobilisation politique est importante en faveur du « Dreyfus espagnol », les

⁴⁸ Jean Charlot, *Les Partis politiques*. Paris, Armand Colin (Collection U.), 1971 (3 éd. 1974), 254 p., p. 9 : « Au moment où naissent, les partis modernes, il existe déjà des protopartis (cliques, factions, clubs, etc ...) et surtout une tradition parlementaire que les nouveaux partis vont renouveler où combattre ».

⁴⁹ Roland Andréani, *Armée et nation en Languedoc méditerranéen, 1905-1914*. Montpellier, Thèse de l'Université, 1974, 459 p., p. 375.

⁵⁰ *Id.*

⁵¹ *Le Populaire du Midi*, 3 octobre 1913.

⁵² J. Boissel, « Paul Valéry et Georges Vacher de Lapouge à Montpellier (1888-1893) », *Revue des Lettres modernes, Paul Valéry*, 6, 1989.

⁵³ Benoit Massin, « L'Anthropologie raciale comme fondement de la science politique. Vacher de Lapouge et l'échec de l'« anthroposociologie » en France (1886-1936) », *Les Politiques de l'anthropologie. Discours et pratiques en France (1860-1940)*, ss. dir. Claude Blanckaert. Paris, L'Harmattan (Histoire des Sciences Humaines), 2001, 493 p., pp. 269-336.

⁵⁴ Pierre Birnbaum, « *La France aux Français* ». *Histoire des Haines nationalistes*. Paris, Seuil (XXe siècle), 1993, 400 p.

⁵⁵ *Le Petit Méridional*, 23 septembre 1908.

⁵⁶ Vincent Robert, « La Protestation universelle lors de l'exécution de Ferrer : les manifestations d'octobre 1909 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1989, t. 36, avril-juin, pp. 245-265.

⁵⁷ Fabien Nicolas, *Ressources privées et mobilisation politique : la construction du Parti républicain-radical et radical-socialiste à Béziers (1901-1939)*. Montpellier I, Thèse en Science Politique (ss. dir. Paul Allières), 2004, 614 p., pp. 210-221.

autorités républicaines sont extrêmement vigilantes par rapport aux attitudes des immigrés espagnols. Lors de la réunion de la Société de *l'Atenea espagnol*, des cris en l'honneur de Francisco Ferrer résonnent devant un portrait du roi Alphonse XIII⁵⁸. Un des responsables de cette association, Alfonso Magral, dépose plainte auprès des autorités françaises qui diligentent une enquête. Il s'agit bien là d'un « fait divers ». Si la xénophobie n'est pas l'apanage de la droite, celle-ci est-elle due à une forte identité locale, à un occitanisme revendiqué ? Etudiant le phénomène au début du XXe siècle, Roland Andréani note : « l'occitanisme demeure alors une tentation plus qu'un authentique objectif politique : faute de définir une perspective commune à toutes les terres d'Oc, faute aussi d'intégrer la revendication culturelle dans les luttes quotidiennes, la conscience régionale ne parvient pas à élaborer un projet cohérent de transformation de l'Etat. Cette impuissance résulte pour une bonne part de l'indifférence des masses populaires souvent gagnées par la presse radicale et l'instruction publique à l'idéologie jacobine de réduction des particularismes : parler français, c'est la condition de toute promotion sociale, c'est l'accès au langage des classes dirigeantes. Loin de remettre en cause l'unité française, la protestation viticole demande de l'aide à l'Etat centralisé pour assurer la survie d'une production qui n'a d'autre débouché que les pays d'Oil de la moitié nord de la France »⁵⁹. Dès lors l'expression d'un sentiment xénophobe parmi les Républicains ne semble pas être déterminé par une « idéologie ». Les rejets de l'étranger sont bien une routine sociale qui marque l'ensemble d'un territoire dont les représentants politiques sont pourtant des Républicains. Ainsi les événements d'Aigues-Mortes paraissent s'inscrire dans une routine troublée par une intensité dramatique. Ce « fait divers » est là révélateur d'un climat xénophobe. Laurent Dornel en replaçant cet événement dans son contexte historiographique n'hésite pas à employer le terme de « xénophobie en abysse » pour marquer tout à la fois une « pathologie sociale » et une « culture populaire ». En cela ce « fait divers » est bien le marqueur d'une routine sociétale, révélateur de la xénophobie des territoires languedociens républicains.

Aigues-Mortes ne semble en rien un « fait divers » au sens exceptionnel au regard des autres événements observés en Languedoc. Ce territoire politiquement républicain ne diffère pas d'autres du Midi méditerranéen où les étrangers sont rejetés. Mais ce sentiment, illégitime pour les Républicains, ne touche pas seulement les immigrés italiens. Au côté de cette xénophobie républicaine se développe de façon concomitante un « antisémitisme républicain »⁶⁰. Lors d'un congrès radical-socialiste de désignation des candidats aux élections législatives de 1914, dans la circonscription de Lodève, les cris d'« A bas le Juif », résonnent lors de l'investiture du candidat Pierre Masse⁶¹. Ce « fait divers » n'est pas unique. Dans son enquête sur la France de 1898, Pierre Birnbaum met en lumière plusieurs déclarations antisémites de la part de Républicains⁶². La crise politique de 1898, tout comme celle des années 30 produit l'expression de sentiments illégitimes parmi les Républicains. Léon Blum subit les attaques de certains militants et élus de la S.F.I.O. en 1938⁶³. En dehors de ces périodes de crise, d'intensité dramatique que sont les « fait divers », d'autres moments, plus routiniers comme les élections, peuvent permettre de percevoir les sentiments xénophobes d'un territoire. Ainsi une sociologie politique des comportements xénophobes par le biais de l'étude des « faits divers » met en perspective le comportement d'un territoire en

⁵⁸ A.D.H., 1. M. 1007. Affaire politique dans le département, arrondissement de Béziers, 1910.

⁵⁹ Roland Andréani, « Le Languedoc et la France : 1905-1914 », *Annales du Midi*, n°136, 1978, pp. 53-65, p. 59.

⁶⁰ Pierre Birnbaum, *Les Fous de la République. Histoire politique des Juifs d'Etat de Gambetta à Vichy*. Paris, Seuil (Points-Histoire, 181), 1994 (1^{er} éd. 1992), 512 p., pp. 416-441.

Gérard Noirel, *Les Origines républicaines de Vichy*. Paris, Hachette Littératures, 1999, 335 p., pp. 99-100.

⁶¹ *Petit Méridional*, 3 avril 1914.

⁶² Pierre Birnbaum, *Le Moment antisémite. Un tour de France en 1898*. Paris, Fayard, 1998, 400 p., p. 197

⁶³ Ralph Schor, *L'Antisémitisme en France pendant les années 30*. Paris, Editions complexes (Questions au XXe siècle), 1992, 381 p., p. 48.

l'occurrence le Midi républicain. Il s'agit bien de connaître les pics pour appréhender la routine.